



Réformes du commerce	
Diversifier ou mourir	1
Thé	
La qualité paie	3
Modification du temps	
Que tombe la pluie !	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE	
Recherche agricole	
Sortir des sentiers battus	16

Site Web : [spore.cta.int](http://spore.cta.int)



## Dans ce numéro

Adaptation : tel est le maître mot de ce numéro. Adaptation

inéluctable pour les producteurs de sucre et de bananes des pays ACP, touchés de plein fouet par les réformes du commerce avec l'Europe. Adaptation souhaitable des planteurs de thé pour qui le nouveau créneau des thés de terroir représente une chance de résister à la chute des cours mondiaux. Faute de pouvoir s'adapter au changement climatique, les hommes essaient de changer eux-mêmes le climat et ensemencent les nuages pour faire tomber la pluie. Quant aux chercheurs, ils travaillent, en première ligne et sur tous les fronts, à modeler le monde de demain. Très tonique, notre Point de vue invite les chercheurs du Sud à changer leurs habitudes et à aller hardiment de l'avant. Le débat est ouvert.



Photos : © Sylia International, Graphisme : Inacille DESIGN

## Réformes du commerce

# Diversifier ou mourir

**Les préférences commerciales de l'UE ont longtemps été vitales pour les pays ACP en marge de l'économie mondiale. Les nouvelles règles du commerce menacent à présent les industries bananière et sucrière et les petits producteurs qui en dépendent. Vers quelles solutions de remplacement se tourner ?**

**O**n le savait depuis quelque temps déjà, mais cela reste dur à accepter. L'érosion des marges préférentielles des pays ACP sur les marchés européens du sucre et de la banane est à présent établie, annonçant des temps plus difficiles pour de nombreux producteurs. Ceux des Caraïbes et du Pacifique risquent d'être le plus durement touchés, leurs problèmes étant aggravés par l'exiguïté de leurs marchés et la vulnérabilité de leurs secteurs d'exportation. Pour les producteurs ACP, l'espoir réside dans la diversification. Mais trouver de nouveaux produits – et de nouveaux marchés – est malaisé et le temps presse.

Les Protocoles sur le sucre et la banane, selon des accords de plus de 40 ans, garantissaient la protection des marchés

d'exportation vers l'UE de ces deux produits. Sous la pression de la concurrence, ces préférences sont radicalement remises en question. Pour le sucre, l'UE a annoncé en novembre 2005 une réduction de 36 % sur quatre ans du prix payé aux pays ACP. Et en décembre elle a confirmé à Hong Kong sa décision d'appliquer un nouveau tarif d'importation à la banane dès janvier 2006. Ce tarif de 176 € par tonne pour l'Amérique latine est trop faible selon les pays ACP pour protéger leur position sur le marché européen. C'est le dernier round d'une bataille de cinq ans déclenchée par les producteurs latino-américains qui dénonçaient l'iniquité de la réglementation UE sur la banane. Le nouveau régime tarifaire préservera-t-il les bénéfices des producteurs ACP ?



Photo : © Sylla International

Ces quarante dernières années, les tarifs préférentiels ont été indispensables aux nombreux pays ACP producteurs de sucre et de banane. La rupture sera douloureuse. Pour la Barbade, le Belize, Fidji, le Guyana et le Swaziland, le transfert actuel de revenu issu du Protocole sucre équivaut à 50 \$ US (42 €) par habitant. Il s'élève à 150 \$ US (126 €) pour l'île Maurice. Historiquement, les exploitations bananières familiales forment la colonne vertébrale de l'économie de nombreux pays ACP.

### Qui sera perdant ?

Selon l'Overseas Development Institute (ODI), ce sont la Dominique et Saint-Vincent qui subiront les pertes les plus lourdes pour la banane, le Guyana pour le sucre et le Belize pour les deux. Les répercussions se feront sentir aussi ailleurs. Le sucre génère 24 % du PIB du Swaziland. Aux Fidji, la production de canne à sucre assure 42 % du revenu agricole et sa transformation 30 %. Le Groupe sucre des ACP estime que la chute des prix conduira à des pertes annuelles de 400 millions d'euros, entraînant "chômage massif, instabilité rurale et migration urbaine". Selon une estimation, les pertes d'emplois dans le secteur de la banane des quatre pays producteurs de l'Organisation des États des Caraïbes orientales s'élèveraient à 84 %.

Conscients de l'inélasticité du changement, certains pays ACP ont commencé à délaisser ces productions historiques. Saint-Kitts a fermé sa compagnie sucrière d'État en juillet 2005, Trinité en 2003. Mais un gouffre sépare les deux groupes de pays ACP touchés par ces nouvelles règles commerciales : ceux qui comme l'île Maurice connaissent un développement solide et stable et d'autres comme la Dominique dont tous les espoirs sont fondés sur un seul

produit. La Commission européenne s'est engagée à une aide compensatoire de 40 millions d'euros pour 2006 et son Projet de plan d'action de juin 2005 indiquait qu'une aide de 100 millions d'euros par an pourrait être accordée jusqu'en 2013 pour la restructuration et la diversification. Briser la dépendance à ces denrées primaires traditionnelles est difficile, mais possible avec un appui adapté. Des pays ACP le prouvent déjà avec de nouveaux produits à haute valeur ajoutée comme le gingembre, l'ail, les piments, les sauces, les chutneys et les produits bio ou équitables. Le créneau des fruits tropicaux, étroit mais en pleine expansion, n'est pas non plus à négliger.

### Exercices de conversion

Les sous-produits de la canne offrent aussi des perspectives à qui envisage de poursuivre sa culture. Une étude commandée par le gouvernement néerlandais démontre le potentiel à l'exportation du bio-éthanol fabriqué à partir de canne à sucre. D'après d'autres études, la production d'électricité à partir de bagasse est un projet viable pour le Guyana et le Swaziland. Maurice compte déjà 10 centrales électriques mixtes produisant plus de 40 % de l'énergie de l'île (voir *Spore* 116). Selon Hans van Klink, du Groupe néerlandais pour le développement durable, "la filière sucrière peut donner autre chose que du sucre : de l'énergie et de nouveaux produits à valeur ajoutée".

Aux Caraïbes, de nombreux petits producteurs de bananes ont déjà renoncé aux exportations. En Jamaïque, ils ciblent le marché touristique et la fabrication de chips. À Sainte-Lucie, un Programme de diversification agricole élargit le secteur des produits non traditionnels, avec des résultats probants pour la mangue, le piment et l'avocat. Beaucoup de producteurs reconvertissent dans le maraîchage et l'horticulture approvisionnent hôtels et bateaux de croisière. Les perspectives de Maurice sont les plus solides,



Photo : © Sylla International

car l'île a déjà réinvesti les revenus sucriers dans le textile, le tourisme et la finance.

La diversification vers les cultures non sucrières a moins bien marché, du fait du manque de terres fertiles et de matériel agricole, bien que les biotechnologies aident à y remédier. Au Kenya, les agriculteurs assistés par le Programme communautaire pour la réhabilitation et l'environnement (CREP) ont abandonné la canne pour le vivrier. Les Fidjiens sont passés à la production de fleurs et de fruits ou exportent du vivrier traditionnel vers les communautés indo-fidjiennes d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Parmi les produits de diversification figurent les fruits de l'arbre à pain et du jacquier, le gombo, les noix locales, le chanvre industriel et le stevia. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la société Ramu Sugar Ltd se tourne avec succès vers l'élevage bovin, l'huile de palme et l'arachide.

Autre source d'avantages comparatifs : la technologie. À Saint-Vincent, Erica's Country-Style vend des sauces au piment et des amuse-gueule aux États-Unis par Internet. De nouvelles techniques de micro-propagation in vitro du gingembre permettent aux producteurs jamaïcains de développer huiles essentielles, pesticides et remèdes. Les exportations de produits forestiers ouvrent des pistes, en particulier pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. Il reste à déterminer dans quelle mesure toutes ces activités compenseront les bénéfices économiques et sociaux très larges traditionnellement issus du secteur sucrier.

### L'agriculture et au-delà

Hors agriculture aussi, il y a une marge de diversification. Un rapport de la Banque mondiale sur les Caraïbes suggère de nouveaux créneaux tels que le tourisme d'aventure et la création de stations touristiques haut de gamme. Les services médicaux, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et la formation à distance peuvent aussi être développés.

Un soutien technique et des financements seront nécessaires aux producteurs pour gérer la transition. Dans de nombreux pays ACP, les marchés intérieurs sont limités et l'accès aux marchés régionaux requiert de meilleurs procédés de conservation et d'emballage. Là où des économies d'échelle sont possibles, les organisations régionales pourraient encourager de manière décisive la diversification par des programmes de recherche régionaux et l'appui aux filières. "La diversification doit commencer avant que les prix ne chutent", exhorte le Secrétariat du Commonwealth qui propose la création d'un fonds spécial de diversification. Plus facile à dire qu'à faire. Tout en soulignant les délais notoires d'accès aux fonds européens, European Research Office observe que les négociateurs ACP feraient bien d'insister pour obtenir "une assistance précoce, opportune et efficace aux programmes nationaux de restructuration et/ou de diversification".

Voir *Repères* page 10



# La qualité paie



**Difficile, pour les producteurs de thé, d'influencer la baisse des cours. Toutefois, l'amélioration de la qualité et la mise en valeur des thés du terroir pourraient permettre aux meilleures variétés de sortir du lot.**

Tous les analystes s'accordent sur la question. Les cours du thé ne sont pas près de se relever. Selon la Banque mondiale, ils ont chuté de 44 % en valeur réelle entre 1970 et 2000. Quant aux producteurs, ils perçoivent aujourd'hui moitié moins, en termes réels, qu'il y a trente ans.

Certes, en 2004, le prix des précieuses feuilles de *Camellia sinensis* a bénéficié d'une hausse de 2 % pour une production mondiale de 3,2 Mt. Et le thé, qu'il soit noir ou vert, demeure, après l'eau, la boisson la plus populaire de la planète. L'Occident, consommateur traditionnel de thé noir, apprécie de plus en plus le thé vert pour ses vertus médicinales. Mais le prix du thé, tributaire des qualités et des quantités demandées par les acheteurs, pâtit de la concurrence grandissante d'autres breuvages. Les prévisions de la FAO fixent à 3,68 Mt la production en 2014 alors que la consommation se limiterait à 2,67 Mt. Les pays ACP représentent environ 14 % de la production globale, mais 30 % des exportations, le Kenya étant le premier exportateur mondial (294 000 t).

De plus, le thé reste le seul produit de base qui se vend aux enchères. Ce système est loin de bénéficier aux petits producteurs, qui n'ont aucune prise sur la fixation des prix. La Chambre nationale de commerce et d'industrie du Kenya a d'ailleurs appelé, en 2004, à la fermeture de ces Bourses du thé. D'autant que les collusions entre courtiers ne sont pas rares. Elles sont régulièrement dénoncées à Mombasa (Kenya), qui accueille le plus grand centre de vente des pays ACP, l'autre place de marché de la zone se trouvant à Limbe (Malawi).

## Vente aux enchères

Il y a quelques années, certains producteurs, notamment des régions ACP, ont envisagé de se mettre à l'heure d'Internet afin de court-circuiter les intermédiaires. Les marchés électroniques sont censés réduire le coût des transactions, comme les délais de paiement et de livraison. Aujourd'hui, c'est en Inde que ces plates-formes virtuelles sont le plus actives. Mais de fait, elles excluent les petits et moyens producteurs qui n'ont pas

accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). En l'absence de Bourses en ligne, il existe quelques cyber-magasins de thé. Certains se sont même spécialisés dans la vente électronique de thé équitable, en gros ou au détail.

Mais pour l'heure, l'essentiel du marché reste contrôlé par une poignée de multinationales et il incombe aux producteurs d'inventer eux-mêmes de nouvelles stratégies. Là encore, le Kenya compte jouer un rôle moteur et tirer parti des Indications géographiques (IG), reconnues depuis 1994 par l'OMC (voir *Spore* 116). Le thé figure parmi les produits qu'il entend faire enregistrer sur la liste des IG, actuellement limitée aux seuls vins et spiritueux.

## Des thés du terroir

L'initiative vise à protéger les thés du terroir des pratiques peu scrupuleuses des intermédiaires, comme le mélange avec des thés de qualité inférieure ou l'usage abusif de marques existantes. Par exemple, l'usine kenyane de Gathuthi produit environ 2 500 t par an, alors qu'il se vend, sous cette dénomination, quelque 5 000 t. Aux yeux d'Agnes Nyaga, représentante du Kenya Tea Board et vice-présidente pour l'Afrique d'Origin, une organisation de défense des IG, les planteurs africains seront les premiers bénéficiaires des IG. Ils pourront ainsi passer du statut "de producteurs de matières premières à [celui] d'exportateurs de produits différenciés qui sont facilement identifiables sur le marché", a-t-elle souligné lors d'une table ronde de l'OMC en 2004.

La filière équitable procure déjà une visibilité et une distribution internationales à plusieurs thés, même de façon embryonnaire. Environ 40 % de ce thé éthique viennent de petits planteurs, notamment dans les pays ACP. Des variétés du Kenya, d'Ouganda, de Tanzanie et du Zimbabwe ont ainsi reçu le label Fairtrade, synonyme d'un prix d'achat décent aux producteurs et d'un mode de production respectueux de l'environnement.

Les plantations partenaires perçoivent une "prime équitable", dont le montant s'élève à 0,5 € par kilo pour les feuilles brisées et broyées ainsi que pour les thés traités mécaniquement, et à 1 € pour les thés à grandes feuilles, transformés de façon artisanale. Sur le terrain, cette prime sert à promouvoir des projets sociaux. Ainsi, en Tanzanie, la Mufindi Tea Company, forte de 2 500 employés dont 60 % de saisonniers, a pu investir dans une garderie pour enfants située dans l'enceinte de la plantation et agrandir l'école maternelle des enfants des travailleurs.

Le Fonds européen de développement (FED) soutient également le secteur du thé. C'est sous son impulsion que fut créée, dès 1960, la première unité théicole du Rwanda, à Mulindi. L'usine est aujourd'hui en voie de privatisation. Plus récemment, en Ouganda, le FED a appuyé un programme de développement du thé villageois, à hauteur de 20 millions d'euros. Comme le rappelle une récente note de synthèse du CTA, cette manne doit aider les petits planteurs à mieux rentabiliser leur activité et donc à augmenter leur revenu réel.

Voir note de synthèse du CTA : [http://agritrade.cta.int/tea/executive\\_briefr.htm](http://agritrade.cta.int/tea/executive_briefr.htm)

## Principaux pays ACP producteurs et exportateurs de thé

	Production (en tonnes) en 2004	Exportations (en tonnes) en 2003
<b>Kenya</b>	290 000	293 751
<b>Malawi</b>	45 000	37 945
<b>Tanzanie</b>	25 500	20 887
<b>Rwanda</b>	15 484	15 170
<b>Zimbabwe</b>	22 000	13 355

Source : FAO



Photo : \*

*Très recherchés, les produits de terroir sont plus rémunérateurs*

# Que tombe la pluie !

Pour bien des pays ACP en pleine croissance démographique, la rareté de l'eau est un obstacle majeur au développement agricole. Depuis des décennies, les chercheurs tentent de relever le défi des pluies artificielles ; de nouvelles technologies leur permettent d'approcher du but. Mais avec quelle efficacité ?



Photo : © University Corporation for Atmospheric Research (UCAR)

**S**elon le Programme des Nations unies pour l'environnement, les deux tiers de la population mondiale seront confrontés à une pénurie d'eau d'ici 2025. La conjonction d'une demande accrue d'eau douce due au fort taux de croissance démographique et de graves sécheresses a attiré l'attention sur l'Afrique. Quelque 66 % du continent sont classés déserts ou terres arides et les pertes en sol et en éléments nutritifs y représentent chaque année 3 % du produit intérieur brut agricole. Le bilan dans certaines zones des Caraïbes et du Pacifique n'est guère plus encourageant. En cette Année internationale des déserts et de la désertification, il importe de développer de toute urgence de nouvelles ressources en eau pour de vastes zones du Sud.

Selon certains scientifiques, les technologies modernes pourraient fournir la solution : il faut, disent-ils, produire plus de précipitations. Pour cela, des experts ont mis au point des techniques d'aspersion des nuages par des particules chimiques qui provoquent des pluies, irriguant les cultures ou alimentant les nappes phréatiques. C'est la sécheresse aiguë de 1968 à 1974 au Sahel qui a stimulé les recherches sur la modification artificielle du climat même si le sujet était... dans l'air depuis un certain temps. Presque toutes les nouvelles tentatives pour modifier le temps impliquent l'ensemencement des nuages au moyen de fusées, d'avions, de canons ou de générateurs au sol. On projette des particules dans les nuages pour favoriser

la condensation de la vapeur autour d'elles et provoquer leur chute sous forme de gouttes de pluie.

L'ensemencement des nuages date de la fin des années 1940, lorsque deux chercheurs américains découvrent par hasard qu'on peut transformer des gouttelettes d'eau surfondue en cristaux de glace, avec de la neige carbonique ou de l'iodure d'argent. Des essais atmosphériques suivent rapidement et des programmes opérationnels démarrent vers 1950. Les améliorations récentes des systèmes d'observation et des capacités de modélisation ont permis d'analyser plus finement les précipitations et ouvrent d'autres voies. De nouveaux équipements – avions dotés de systèmes de mesures microphysiques et des mouvements de l'air, radars, satellites et réseaux pluviométriques automatisés – permettent de se rapprocher du but.

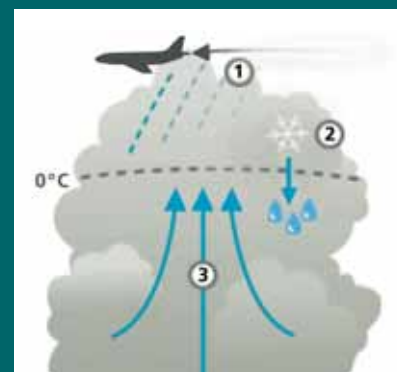
### Trop beau pour être vrai ?

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), plus de 40 pays, dont l'Australie, la Chine, les États-Unis, l'Inde et la Russie, mènent des projets d'ensemencement des nuages. Dans la zone ACP, l'Afrique du Sud est leader dans ce domaine. Le Zimbabwe a utilisé régulièrement cette technique pour suppléer au manque d'eau pour l'agriculture. Le Burkina Faso puis le Sénégal s'y sont mis plus récemment.

À première vue, l'ensemencement des nuages a de nets avantages. Selon l'OMM,

### Comment ça marche

L'ensemencement des nuages consiste à stimuler des nuages par des substances pour libérer la pluie. Les nuages froids et chauds nécessitent différentes méthodes d'ensemencement. Celui de nuages froids, dit glaciogénique, consiste à projeter de l'iodure d'argent dans les nuages pour déclencher la formation de cristaux de glace. Celui de nuages chauds, ou ensemencement hygroscopique, a été inventé par des chercheurs sud-africains qui ont testé la projection de cristaux de sel au moyen de fusées fixées à une aile d'avion.



1. Un avion ou une fusée projette des substances (iodure d'argent ou neige carbonique, par exemple) dans les nuages pour stimuler la condensation de gouttelettes de vapeur.

2. Ces gouttelettes d'eau surfondue (en phase liquide sous le point de congélation) se transforment en neige par condensation et fondent lorsqu'elles tombent.

3. Lorsque les gouttelettes gèlent, la chaleur dégagée soulève des courants ascendants qui font pénétrer davantage d'air humide dans le nuage.

des analyses montrent qu'il a des retombées économiques significatives. Une équipe sud-africaine qui l'a étudié sur le long terme affirme qu'il permet d'accroître jusqu'à 60 % la masse de gouttelettes d'eau dans un nuage. Elle a mené des programmes expérimentaux d'ensemencement dans la province de Limpopo frappée par la sécheresse, et conclut à un rapport bénéfice/coût supérieur à 7, avec des augmentations visibles des rendements des cultures pluviales telles que maïs, pâturages et bois d'œuvre.

Il n'empêche que l'ensemencement des nuages reste une pratique controversée. Certains cercles scientifiques sont sceptiques sur la viabilité de ces méthodes pour accroître les ressources hydriques. Nombre d'experts estiment qu'il faut d'abord répondre à des questions fondamentales si l'on veut leur donner une base scientifique solide. Le gouvernement kenyan qui avait entrepris l'ensemencement des nuages dans les années 1960 y a renoncé devant des résultats décevants.

Le coût est l'un des freins à la diffusion de cette technologie dans les pays du Sud. Elle exige un équipement sophistiqué, des procédures et des matériels de contrôle : au moins



trois avions pour chaque opération, un radar météo et un équipement de mesure de l'air, entre autres. Au Zimbabwe, le nombre insuffisant des avions, essentiellement fournis par la communauté des fermiers, a constitué un problème majeur.

### Pas de pluie sans nuage

Mais pour faire la pluie, encore faut-il qu'il y ait assez de nuages. Or, dans la plupart des zones sans pluie, il n'y en a pas. D'après Pasquale Steduto, agrométéorologue, "pour avoir de la pluie, il faut un nuage en voie de formation. Cette technique ne s'est pas développée parce qu'en zones arides et semi-arides les nuages manquent, l'ensemencement n'est donc pas possible".

Il faut aussi un réglage d'une extrême précision. Il s'agit bien d'augmenter le nombre de gouttelettes d'eau dans un nuage, mais la quantité ne suffit pas : seuls les nuages avec des gouttelettes de différentes tailles produisent de la pluie. De plus, les mécanismes des

Photo : UCAR

Des radars de Doppler mobiles enregistrent la vitesse du vent et les précipitations pour un projet d'ensemencement des nuages

États insulaires. À quoi bon faire pleuvoir si la pluie doit tomber sur la mer ? Pour Roelof Bruintjes, chercheur au Centre américain pour la recherche atmosphérique (NCAR), "augmenter les précipitations est une chose mais nous devons aussi en étudier l'impact". Le NCAR est à la pointe de la recherche sur la modification du temps au Mexique et en Afrique du Sud. Il a affiné sa technique pour augmenter la taille des particules dans les nuages et stimuler la condensation des gouttelettes. Cette technique, dite d'ensemencement hygroscopique, utilise des fusées lancées d'un avion pour diffuser des

particules de sel dans les nuages sans que cela modifie la qualité de l'eau de pluie ainsi produite. Les gouttelettes d'eau s'agglomèrent aux particules et grossissent jusqu'à tomber en pluie.

### Des recherches plus poussées

L'analyse des résultats demeure un défi majeur pour les scientifiques. Comment démontrer que c'est bien l'ensemencement du nuage qui produit une précipitation spécifique ? Parmi les sceptiques, René Gommès, responsable de la Division d'agrométéorologie à la FAO : "Le problème est que nul ne sait si cela fonctionne véritablement ou non. À moins de tester exactement le même lieu pendant disons vingt ans, on ne pourra jamais dire s'il n'aurait pas plu de toute façon."

Tout en réservant un accueil prudent aux initiatives en la matière, l'OMM souhaite des recherches et une évaluation scientifique plus poussées. "Il faut reconnaître que la technologie actuelle n'est pas mûre", prévient-elle. Il faudrait aussi que les pays coopèrent davantage pour se répartir le financement de technologies coûteuses. Les aspects économiques, sociaux et juridiques doivent également être pris en compte. Des directives internationales sont indispensables, surtout lorsque les techniques d'ensemencement des nuages sont déployées à proximité des frontières. Un nuage peut être ensémené dans un pays et la pluie tomber sur un autre. Faire pleuvoir de manière artificielle sur une région, n'est-ce pas voler sa part de pluie naturelle à une autre ? Le débat est encore ouvert. Cette pratique a récemment causé des frictions entre provinces en Chine tandis que le Mali, victime de la sécheresse, a accusé le Niger de lui voler sa pluie.

Voir Repères page 10

## Ensemencement des cieux en Afrique du Sud

Parmi les pays ACP, l'Afrique du Sud a joué un rôle clé dans le développement de techniques opérationnelles d'ensemencement des nuages et obtenu certains des résultats les plus encourageants. Le Programme national de recherche sur les précipitations (NPRP), créé en 1990, a mis au point la fusée hygroscopique pour l'ensemencement des nuages convectifs qui aspirent l'air humide à proximité de la surface de la terre. Ce programme a aussi conçu une technologie radar pour l'ensemencement des nuages, utilisée à présent dans plus de 20 projets dans six autres pays.

Des expériences menées entre 1991 et 1997 ont démontré que l'ensemencement des nuages s'est traduit par une augmentation moyenne de 20 à 48 % de l'écoulement moyen annuel dans 13 bassins-versants différents de l'est du Haut Veld et de ses contreforts. Le modèle fait également état d'augmentations de 22 % en moyenne des rendements en bois, résultant de l'ensemencement des nuages.

Ce programme à présent connu sous le nom de Programme sud-africain de valorisation des précipitations met sur pied un réseau de radars climatiques visant à fournir la preuve définitive que la pluie née de l'ensemencement tombe bien sur le sol qui en a besoin.

précipitations peuvent être très différents d'un endroit à l'autre. Le rapport d'un groupe de travail de l'OMM de mai 2005 sur la modification du temps rappelle que "la structure des nuages peut varier considérablement d'une région à l'autre. Les résultats d'ensemencement obtenus dans une zone ne s'appliquent pas automatiquement à une autre".

L'incapacité à contrôler l'endroit où la pluie va tomber est l'un des principaux inconvénients de cette technique ; or c'est un facteur déterminant, surtout pour les petits

## De l'argent dans les nuages

Le gouvernement burkinabé estime que les revenus agricoles ont augmenté de 10 à 15 % depuis le début du programme d'ensemencement des nuages en 1998. Les précipitations additionnelles ont contribué à remplir les réservoirs et permis de cultiver en irrigué pendant la saison sèche. Les importations, en particulier de céréales, ont chuté dans certaines parties du pays ; les tomates fraîches sont désormais disponibles toute l'année.

Le Burkina Faso, assisté par le Centre américain pour la recherche atmosphérique (NCAR), a mis au point des systèmes informatiques qui servent à présenter et analyser les données radar sur les systèmes nuageux et les précipitations, de manière à guider les opérations d'ensemencement et aider les chercheurs à évaluer les résultats.

Le programme d'ensemencement des nuages du Burkina Faso s'est avéré si fructueux que le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) recherche les fonds pour un programme de 60 millions de dollars US (50 millions d'euros) afin de l'étendre à ses autres huit pays membres.

## Créneaux zambiens

■ Grâce au Centre d'assistance technique agro-industrielle de Zambie (ZATAC), une ONG locale financée par la coopération américaine, les petits agriculteurs zambiens trouvent de nouveaux marchés. Dans le cadre d'un des projets, une trentaine de producteurs de café vendent leur production à l'Association zambienne des caféiculteurs. On les aide par ailleurs à équilibrer leurs revenus en associant au café des cultures de rente comme le paprika, les légumes et le chanvre. Un autre projet permet à 900 petits paysans d'obtenir des prêts pour l'achat de nouveaux équipements d'irrigation afin de pouvoir cultiver toute l'année des légumes frais de qualité pour l'exportation. Bénéficiant d'un appui commercial, les agriculteurs exportent collectivement 400 t de légumes frais par an, essentiellement des petits pois, du mini-mais et des haricots verts (fins et mange-tout). Un agriculteur peut gagner jusqu'à 2 800 \$ US (2 350 €) par an par hectare cultivé.

.....

**Piments bien relevés**

■ L'Institut de recherche agricole et de développement des Caraïbes (CARDI) a lancé une nouvelle variété de piment, espérant ainsi aider les agriculteurs locaux à accroître leurs revenus à l'exportation. Baptisée Caribbean CARDI Green, cette nouvelle variété fait partie d'un projet triennal destiné à améliorer le secteur piment de la région, en réponse à la demande du marché et à la concurrence internationale. Lancé en mars 2005, ce projet prévoit de stabiliser les variétés rustiques locales et de proposer de nouvelles semences de variétés améliorées. La région s'est forgée la réputation de produire certains des piments les plus forts du marché mondial. De récentes études indiquent que les consommateurs préfèrent un piment mûr vert foncé qui vire ensuite au rouge ou au jaune.

M. Selwyn E King  
CARDI Headquarters  
University Campus  
St. Augustine  
Trinidad-et-Tobago  
Fax : +868 645 1208  
E-mail : sking@cardi.org

.....

**B comme banane bio**

■ Les petits planteurs de la région de Tambacounda, au sud-est du Sénégal, qui cultivent la banane avec succès depuis une vingtaine d'années, franchissent une nouvelle étape en produisant des bananes bio. Forte de 1 200 membres, l'Association sénégalaise des producteurs de la vallée du fleuve Gambie (APROVAG), qui commercialise 5 000 t de bananes, s'est engagée à respecter une charte pour une production de qualité.

## Conférence de l'OMC à Hong Kong : un accord minimaliste

■ La 6<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC, organisée à Hong Kong en décembre 2005, est décrite comme une étape modeste mais importante dans le processus actuel de négociations commerciales. En réalité, l'élaboration de modalités détaillées d'ici fin avril 2006, en particulier dans l'agriculture, reste un défi majeur pour les membres de l'OMC. En effet, en dépit d'avancées, il reste fort à faire d'ici là concernant les trois piliers des négociations agricoles : l'accès au marché (droits de douane), le soutien interne (subventions à la production) et la concurrence à l'exportation (subventions à l'exportation).

Nous pouvons retenir de la conférence trois points positifs pour les pays ACP. Le premier, c'est la décision d'éliminer toute forme de subventions agricoles à l'exportation d'ici 2013.

Deuxièmement, les pays membres se sont accordés sur le principe d'offrir plus de flexibilité aux pays du Sud pour protéger leurs marchés (produits spéciaux, jugés d'importance stratégique notamment pour la sécurité alimentaire nationale, et clauses de sauvegarde, des mécanismes permettant de protéger contre une montée brutale des importations). Enfin, tous les pays du Nord et émergents se sont engagés à supprimer, pour les impor-



Photo : V. Fautel © CTA

tations venant des pays les moins avancés (PMA), les quotas et les droits de douane sur 97 % de leurs lignes tarifaires (les tarifs définis pour chaque catégorie de produits).

Cependant, la réalisation des objectifs du Programme de Doha axé sur le développement dépendra essentiellement de la volonté du « G4 », le groupe qui comprend l'UE, les États-Unis, le Brésil et l'Inde, de prendre en compte les besoins des pays les plus pauvres. L'érosion des préférences est probablement l'une des plus importantes préoccupations pour les pays ACP. Ceux-ci, alliés aux PMA et à l'Union africaine dans le « G90 », devront conti-

nuer à faire valoir leurs propres intérêts commerciaux et à renforcer les liens avec les négociations en cours des Accords de partenariats économiques avec l'UE.

Pour plus d'informations sur la conférence et ses retombées, consultez le site Agritrade (<http://agritrade.cta.int>) et les bulletins quotidiens du CTA et du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) diffusés lors de la conférence.

Si vous souhaitez participer au Forum électronique pour la préparation des pays ACP aux négociations agricoles post Hong-Kong, rendez-vous sur le site <http://www.dgroups.org/groups/cta/wtohongkong> et laissez-vous guider.

.....

## Un poids minimal pour les poulpes



Photo : F. Lhomme © IFD

*Au premier plan, des pots à poulpes utilisés par les pêcheurs mauritaniens*

venance des eaux de l'Atlantique Est (Sénégal, Mauritanie, Maroc). L'objectif est de protéger les stocks de poulpes juvéniles en leur permettant de se reproduire avant d'être pêchés. Selon la Commission européenne, le Maroc et la Mauritanie ont déjà introduit ce poids minimal dans leur législation. Reste à discuter avec le Sénégal lors de la négociation en cours sur le renouvellement des accords de pêche.

Il est donc désormais interdit de détenir à bord, de transborder, de débarquer, de transporter, de stocker et de vendre des poulpes n'ayant pas la taille minimale requise. Selon les scientifiques, l'application d'un poids minimal

de 450 g réduira la quantité de poulpes capturés par pêche d'un quart pour les femelles adultes et de moitié pour les mâles adultes. Mais cette mesure ne sera efficace que si un contrôle renforcé est effectué, notamment dans les ports espagnols de débarquement.

En Mauritanie, le poulpe, pêché tant par les pêcheurs artisans que par les bateaux industriels, représente environ 10 % des prises en volume. C'était le principal produit d'exportation en valeur avant le démarrage de l'exploitation pétrolière en février dernier. Au Sénégal, où la pêche est aussi la principale source de devises, la part du poulpe est plus réduite. Les marchés les plus rentables pour ces produits se trouvent en Asie.



## Se préparer au pire

■ Alors que la grippe aviaire continue de faire des victimes humaines, la communauté internationale a commencé à prendre des mesures concrètes pour parer à l'éventualité d'une pandémie dont le risque est désormais ouvertement admis. Les promesses de dons à hauteur de 1,9 milliard de dollars US (1,6 milliard d'euros), faites à la conférence internationale de Pékin en janvier 2006, prouvent que la menace est prise très au sérieux. Une grande partie des fonds est destinée à la mise en place de stratégies nationales de réponse intégrée dans les pays du Sud dont les propres systèmes n'ont pas la capacité de réagir à une urgence de cette ampleur.

Selon les Nations unies, un effort international massif et coordonné est nécessaire pour éviter la pandémie ou du moins en atténuer l'impact. D'après des fonctionnaires de l'ONU, des stratégies clés consistent à moderniser les systèmes vétérinaires, lancer des campagnes de vaccination et inciter les petits exploitants à modifier leurs contacts avec les animaux. L'amélioration de la surveillance et de la détection permettra aux agriculteurs et aux services vétérinaires d'intervenir rapidement et d'appliquer l'ensemble des actions recommandées : abattage, mesures de biosécurité et vaccination.

La FAO a averti des conséquences potentiellement désastreuses en cas de propagation de ce virus en Afrique. "S'il devait s'enraciner dans les campagnes africaines, les conséquences seraient catastrophiques pour un continent déjà éprouvé par la faim et la pauvreté", estime David



Photo : A. Anadi/1839 © FAO

Harcharik, directeur général adjoint de l'organisation. Il faudrait abandonner aussi vite que possible des pratiques risquées comme le mélange d'espèces animales différentes dans les basses-cours ou sur les marchés, conseille-t-il. "Des fonds seront nécessaires pour des programmes d'indemnisation des paysans qui seront ainsi encouragés à participer aux campagnes de lutte", a-t-il ajouté.

Les premiers signes des dégâts économiques que pourrait causer le virus apparaissent. Au moment

de la mise sous presse de ce numéro, le 21 mars, six pays avaient annoncé des foyers de grippe aviaire chez l'homme causée par le virus H5N1, et plusieurs autres dont le Nigeria signalaient la présence du virus chez des volailles. La confirmation de l'infection d'oiseaux migrateurs par la souche H5N1 a également causé une vive inquiétude dans plusieurs pays européens. Environ 200 millions de poulets ont été abattus dans le monde, plongeant les aviculteurs dans la crise.

La FAO s'inquiète des embargos préventifs sur les importations de volailles pour faire face à la maladie. Les réactions des consommateurs aux manifestations potentielles de la grippe aviaire ont déjà des effets catastrophiques en Europe et ailleurs. En Italie, par exemple, la consommation de volailles a diminué de 50 %.

Certains États ACP prennent des mesures pour concevoir des programmes de contrôle de la grippe aviaire, mais la plupart ont besoin d'une aide accrue. Le Groupe de travail sur les espèces envahissantes des Caraïbes (CISWG) a recommandé aux États sous son égide de renforcer immédiatement leur vigilance et de s'atteler aux questions de quarantaine, de législation, de systèmes de diagnostic et d'alerte rapide.

## Les cacaoculteurs se font leur cinéma



Photo : CABI Sciences



à une école aux champs (Farmer Cocoa Field School) du Programme des cultures arborées durables, apprennent à tenir une caméra vidéo, à produire et à monter des séquences en vidéo numérique. L'objectif est qu'ils puissent illustrer les leçons importantes qu'ils ont tirées de leur expérience, ainsi que celles de leurs amis et collègues.

■ Un programme novateur au Ghana aide des producteurs de cacao à s'initier à l'art de la vidéo. Les producteurs, qui participent

à une école aux champs (Farmer Cocoa Field School) du Programme des cultures arborées durables, apprennent à tenir une caméra vidéo, à produire et à monter des séquences en vidéo numérique. L'objectif est qu'ils puissent illustrer les leçons importantes qu'ils ont tirées de leur expérience, ainsi que celles de leurs amis et collègues.

Ces vidéos (au format DVD et VHS) seront utilisées par les organisations et les agriculteurs intéressés par le cacao et son développement. Les cacaoculteurs ont déjà produit une vidéo sur la gestion des plantations (élagage et réhabilitation des vieux cacaoyers). Deux autres vidéos, de 15 minutes chacune, traiteront de la maladie de la pourriture brune, de son identification et des mesures de lutte.

Les vidéos sont gratuites pour les lecteurs des pays du Sud.

Dr Keith A Holmes  
Cocoa Coordinator, Commodities Group  
CABI Bioscience  
Silwood Park  
Ascot  
Berks SL5 7TA  
Royaume-Uni  
Fax : +44 (0)1491 829123  
E-mail : k.holmes@cabi.org

## Énergie propre

■ Le projet Tanzania Songas (331 millions \$ US, soit 278 millions €) utilise le gaz naturel local pour fournir de l'électricité aux maisons, aux écoles et aux hôpitaux en particulier des zones rurales reculées. Bien que les projets de type Songas, l'un des plus importants jamais entrepris en Tanzanie, puissent être contestés au plan social et environnemental, la compagnie a veillé à atténuer les effets potentiellement négatifs. Les maisons des zones isolées, installées le long du gazoduc sur l'île de Songo Songo, ont été les premières à bénéficier de l'électricité et de l'eau douce fournie par l'installation de dessalement de la compagnie.

## La pêche sous surveillance

■ Un nouveau projet aide les pays à améliorer la surveillance de la pêche. D'une durée maximale de 8 ans, le projet *Fishcode/Situation* et tendances des pêches de capture, géré par le programme de la FAO Code de conduite pour une pêche responsable, est développé dans une ou deux régions simultanément et pourrait s'étendre à toute la planète ultérieurement. Le projet commence par établir, en collaboration avec les organisations régionales de pêche, un inventaire détaillé des systèmes et méthodes de surveillance utilisés par les pays. Ensuite, des ateliers régionaux dressent le bilan de ces inventaires pour identifier les problèmes et les mesures à prendre. Un atelier s'est tenu en novembre 2005 pour rendre compte de l'état des systèmes de suivi des pêcheries régionales en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Un autre atelier est prévu pour l'Afrique de l'Ouest en 2006.

Site Web :

[www.fao.org/figis/servlet/static?xml=STF\\_proj.xml&dom=org](http://www.fao.org/figis/servlet/static?xml=STF_proj.xml&dom=org)

## Chocolat dans le vent

■ La Compagnie chocolatière de Grenade a fabriqué une série spéciale de barres de chocolat baptisée *Hurricane Ivan Bar* pour aider à la reconstruction de l'île dévastée par l'ouragan Ivan en septembre 2004. Le chocolat de ces barres était en cours de fabrication quand l'ouragan a frappé, interrompant la production pendant plusieurs mois. Comme son nom l'indique, ce chocolat est très fort du fait de la rapidité inédite de sa confection. Après plusieurs mois de maturation pour améliorer son goût, il a été mélangé et remoulé par les détaillants londoniens de Rococo Chocolates. L'intégralité des profits sera reversée à l'ONG locale Hearts and Hands of Grenada, qui s'emploie à soulager les habitants de l'île en leur distribuant notamment des vêtements et en reconstruisant les habitations.

## Aridité, liquidités, prudence

■ Un rapport de la Banque mondiale identifie 38 plantes médicinales susceptibles de procurer des revenus aux paysans et d'améliorer les sols. Un autre rapport, de l'Edmonds Institute (États-Unis) et de l'African Centre for Biosafety (ACB, Afrique du Sud), également en anglais, lui fait écho. Il dénonce les pratiques de biopiraterie de certaines sociétés du Nord et le peu de profit que retirent les communautés du Sud de l'exploitation industrielle des plantes de leur pharmacopée traditionnelle. Le marché des remèdes traditionnels rapporte 65 milliards de dollars US (près de 55 milliards d'euros) par an au total dont 1 % pourrait revenir aux pays du Sud.

Sites Web :

<http://lnweb18.worldbank.org/ESS/D/enxext.nsf/458ByDocName/WorldBank-GlobalEnvironmentFacilitywww.edmonds-institute.org>

## Le pandanus en banque

■ Les habitants de l'île de Nui ont approuvé le projet du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, financé par l'UE, de créer une banque génétique des arbres pandanus. Nui est l'île de l'archipel de Tuvalu qui ompte le plus grand nombre de variétés de pandanus. Le projet Développement de l'agriculture durable dans le Pacifique a pour but de s'assurer de la présence en pépinière de toutes ces variétés. Le pandanus peut être valorisé de différentes manières. On l'utilise pour des gâteaux qui se conservent bien et qui servent de base à la préparation de puddings et d'aliments pour bébé, grâce à son très faible taux de glucose. On peut aussi en extraire de la matière grasse et en faire des snacks soufflés, ce qui vaut mieux que d'importer des produits équivalents à base de pomme de terre, d'autant qu'il contient de la vitamine A.

## La petite graine qui monte

■ Le fonio (*Digitaria exilis*) est une céréale de plus en plus recherchée. On le cultive et on l'apprécie depuis longtemps en Afrique de l'Ouest mais ses grains minuscules, difficiles à décortiquer, ont beaucoup freiné son expansion. Cet obstacle levé et sa valeur nutritive reconnue, le fonio connaît un net regain d'intérêt. Un nouveau site lui est consacré. Réalisé en collaboration avec des instituts du Burkina Faso, de Guinée et du Mali, il propose de l'information, y compris en vidéo, sur la plante, les techniques de culture et d'après récolte ainsi que les recherches en cours.

Site Web :

<http://fonio.cirad.fr/>

## Des cotons moins collants

■ Les cotons collants sont le cauchemar des producteurs et de toute la filière coton. Un nouveau procédé biologique qui utilise une bactérie a été mis au point et breveté pour lutter contre ce fléau. Il est déjà employé au Cameroun et sa vulgarisation est prévue en zone cotonnière en Afrique de l'Ouest.

Le collage des cotons résulte de la présence de déjections sucrées d'insectes sur les fleurs. Ce miel-lat, qui encrasse et endommage les machines, provoque des cassures du fil, le rendant impropre à l'usinage. Les industriels refusent ces cotons de mauvaise qualité, ce qui engendre des pertes importantes pour les pays producteurs. Le nouveau procédé, issu d'un programme de la Commission européenne en partenariat avec



Photo : J. Guknecht © CIRAD

des industriels européens, consiste à utiliser la capacité de certaines bactéries lactiques à consommer les sucres. Au moment de l'égrenage, avant le pressage des balles, les cotons collants sont traités avec une solution renfermant ces bactéries. En cinq à vingt jours, les cotons ne collent plus et peuvent être

travaillés normalement sans que l'aspect et la qualité de la fibre soient altérés.

L'enjeu est important pour les cotonculteurs des pays africains, plus ou moins affectés par le collage selon les années. Un taux trop important de cotons collants peut gravement ternir l'image d'un pays et le disqualifier sur le marché international.

## Une bière blonde au sorgho

■ Les Brasseries zambiennes (ZB) ont lancé une bière claire à partir de sorgho cultivé localement. Jusqu'à présent, le sorgho n'était utilisé que dans la fabrication de bière opaque. La bière claire était fabriquée essentiellement avec du malt importé, ce qui rendait son prix inabordable pour beaucoup.

La nouvelle bière Eagle ouvre un marché inexploré à de nombreux petits paysans qui, pour la première fois, ont un débouché commercial durable pour leur production. Après le maïs et l'éleusine, le sorgho est la troisième céréale de Zambie.

Le Programme de la Ligue des coopératives des USA pour la petite entreprise et la commercialisation (CLUSA-SHEMP), financé par la coopération américaine et le Fonds international pour le développement agricole, a aidé les cultivateurs à produire en fonction des exigences de ZB. Plus de 4 000 petits paysans en bénéficient et vendent leur sorgho directement à la ZB.

Le CLUSA/SHEMP leur prête des fonds pour acquérir les intrants et le matériel et leur donne des conseils sur la culture du sorgho et la manière de se conformer aux normes de qualité. Pour la saison agricole 2004-2005, 247 ha ont été plantés et le rendement devait se situer entre 170 et 300 t de grains, soit un revenu total, pour les agriculteurs locaux, d'environ 216 millions ZMK (environ 43 200 \$ ou 36 250 €).



Photo : © Sja Intermedia

## Cacao séché aux infrarouges



Photo : A. Labey

Le séchage du cacao, ici en Côte d'Ivoire, est une opération délicate

Sur le site ougandais de transformation du cacao Luzira, un chocolatier italien a introduit une nouvelle technique simple mais très efficace, basée sur un type spécial de film en plastique qui transforme les rayons ultraviolets du soleil en infrarouges. Les fèves sont étalées et mises à sécher sous le plastique après un tamisage qui élimine poussières et moisissures. Les films de polythène génèrent des températures de 50 à 60°C. Le cacao sèche donc à point.

Le matériel coûte 70 € par m<sup>2</sup>, y compris les armatures en aluminium. Le petit exploitant moyen a besoin de 10 à 15 m<sup>2</sup>. Il peut amorcer son investissement en utilisant le système pour d'autres cultures (café, vanille, piment ou maïs).

L'entreprise aide ces petits exploitants à obtenir des prêts. Elle leur fournit son savoir-faire et garantit l'achat de ce qu'elle présente comme un produit haut de gamme.

Selon son directeur, "les économies dépendent du taux d'ensoleillement et d'autres variables. Mais le grand avantage de cette technique est d'assurer une qualité constante. Les producteurs peuvent d'ailleurs constater une augmentation quantitative de 10 à 15 % et qualitative de 20 à 30 %".

■ Les planteurs de cacao ougandais disposent d'une nouvelle technique pour obtenir de meilleurs prix – jusqu'à 25 % dans certains cas – de leur récolte. Source majeure de devises pour l'Ouganda, le cacao doit avoir une qualité optimale pour rapporter le meilleur prix et, pour ce faire, il doit être séché jusqu'à ce que son taux d'humidité ne dépasse pas 7 % de son poids. Un taux d'humidité trop élevé affecte l'arôme et le goût du cacao et peut favoriser la présence de moisissures.

La méthode traditionnelle de séchage à l'air libre laisse les grains exposés à la pluie, au vent et au temps nuageux, ce qui ralentit le processus.



## Pacifique : une noix bien tolérée

■ La noix *nangai* (*Canarium indicum*) fait le bonheur des agriculteurs du Vanuatu. Elle est très demandée car elle ne provoque pas d'allergie, contrairement aux arachides et à d'autres noix responsables d'une des allergies alimentaires les plus courantes : environ 1 % de la population des pays du Nord ne les tolère pas. Les ventes de *nangai* issues de l'agriculture biologique explosent sur les marchés extérieurs et intérieurs.

Les exportations se sont envolées au cours des cinq dernières années, passant de quelques dizaines de kilos à plus de 300 t. Les principaux débouchés sont l'Australie, Hawaï, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, où les *nangai* sont mangées crues ou grillées et leur huile est utilisée dans les adoucissants capillaires, les produits de bain ou solaires. On exporte aussi depuis peu l'huile de *nangai* pour le traitement local de l'arthrite. L'avion de ligne qui fait trois escales hebdomadaires sur l'île de Pentecôte achemine des paniers en feuilles de noix de coco



La noix nangai promise à un bel avenir commercial

remplis de *nangai* vers la capitale Port Vila au sud. Des quantités plus importantes sont exportées à bord des navires de commerce trans-iliens.

La demande intérieure a également augmenté grâce à la promotion des noix dans les hôtels et commerces locaux, à tel point que les agriculteurs travaillent d'arrache-pied pour y répondre. Cet essor intervient dans un contexte de chute des cours des

autres produits d'exportation (coprah, café, cacao). Les *nangai* n'offrent pas qu'un intérêt économique, leur culture est également écologique. *Canarium indicum*, l'une des variétés domestiques les plus anciennes de Mélanésie, est un arbre forestier à croissance rapide. Il pousse bien sous une canopée naturelle ou dans un champ multiétagé typique, au milieu de bananiers, d'ignames grimpantes et d'autres plantes.

## Cultiver la plante anti-palu en Afrique

■ Depuis 2002, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) encourage les pays africains à recourir à des médicaments à base d'artémisinine pour traiter le paludisme. Cette substance est tirée d'*Artemisia annua*, une armoise médicinale utilisée par les Chinois en infusion pour traiter les crises de paludisme. La demande de cette plante a fait un bond considérable depuis la commercialisation en 2005 d'un médicament antipaludéen à base d'armoise, le Coartem, dont le principal avantage est de ne pas provoquer de résistance, à la stricte condition de bien suivre le traitement jusqu'au bout.

Toutefois, par crainte de voir se développer une pharmacorésistance au *Plasmodium falciparum*, parasite du paludisme, l'OMS insiste pour que l'artémisinine ne soit pas utilisée seule mais en complément d'autres substances. Elle demande aux laboratoires pharmaceutiques de ne plus commercialiser de comprimés ne comportant que de l'artémisinine mais de l'utiliser en association thérapeutique.

L'Afrique étant le continent le plus touché par le paludisme, il est apparu pertinent d'y tester et d'y étendre la culture d'*Artemisia* plutôt que de l'importer d'Asie. Des programmes sont en cours dans plusieurs pays afin de la produire en grosse quantité et à



Photo : © OMS

Venue d'Asie, *Artemisia annua* peut être cultivée en Afrique

moindre coût. La culture se développe surtout au Kenya, au Mozambique, au Nigeria, en Ouganda et en Tanzanie. Des essais ont également eu lieu au Cameroun et à Madagascar.

*Artemisia annua* est une composée annuelle qui affectionne les climats tempérés chauds (zones

montagneuses), s'adapte à de nombreux types de sol et se montre peu sensible aux attaques parasitaires et aux maladies. À partir de graines fournies par Action médecine naturelle (ANAMED), le Centre mondial de l'agroforesterie (ICRAF) a mis au point un hybride, le A3, qui peut atteindre 3 m de haut et qui renferme vingt fois plus d'artémisinine que les variétés sauvages.

Au nord-ouest du Mozambique, l'ICRAF collabore avec Médecins sans frontières (MSF), ANAMED et le ministère de l'Agriculture et du développement rural pour former des agriculteurs en culture de l'armoise à partir de boutures, récolte, séchage des plantes et préparation du « thé » d'armoise.

Un créneau à occuper par l'Afrique où la culture de cette plante suscite des espoirs en raison de la forte demande des laboratoires pharmaceutiques.

Site Web : [www.anamed.org](http://www.anamed.org)

OMS : [www.who.int/topics/malaria/fr/index.html](http://www.who.int/topics/malaria/fr/index.html)

## Le naviso fait un tabac

■ La cote du naviso ou duruka (*Saccharum edule*), plante cultivée dans certaines îles du Pacifique, ne cesse de grimper, révèle le directeur d'une conserverie de Fidji. "L'année dernière, la société a exporté 2 000 cartons de naviso en conserve." Également appelé *pitpit* en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le naviso est en fait la fleur de la canne à sucre sauvage. L'entreprise de Fidji la prépare en saumure et la conditionne en boîtes de 400 g qu'elle exporte vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. De couleur crème et au goût d'asperge, le naviso est habituellement cuisiné dans une crème de coco et servi en légume, souvent avec du poisson. En 2004, les agriculteurs des Fidji en ont fourni 7 548 bottes pour un montant de 15 096 dollars US (12 750 €). La saison principale du naviso va d'avril à juin. Il lui faut environ 6 à 8 mois pour parvenir à maturité après sa plantation.

Food Processors Fiji Ltd  
PO Box 2302, Government Bldgs  
Suva  
Fidji  
Fax : +679 337 0519  
E-mail : [foodprocessors@is.com.fj](mailto:foodprocessors@is.com.fj)

## Patates à problèmes

■ Le centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) a inauguré un système interactif de diagnostic des problèmes de la patate douce sur Internet. Sweetpotato DiagNotes propose des fiches descriptives en ligne des troubles dus à des maladies, à des insectes et des acariens, à des nématodes et à des déséquilibres nutritifs, le tout clairement illustré pour faciliter le diagnostic.

Jane O'Sullivan  
ACIAR  
ACIAR House, Traeger Court  
Fern Hill Park, Bruce, ACT 2617  
Australie  
E-mail : [j.osullivan@uq.edu.au](mailto:j.osullivan@uq.edu.au)  
Site Web : [www.lucidcentral.org/keys/sweetpotato](http://www.lucidcentral.org/keys/sweetpotato)

## Cacao propre

■ La filière cacao ivoirienne se mobilise pour mettre en place un système de certification. Il s'agit de pouvoir attester, avant juillet 2008, que la production répond aux normes de qualité et ne fait pas appel au travail des enfants. Sinon, le cacao ivoirien pourrait se voir interdire l'accès au marché américain. Le bilan du Projet pilote du système de suivi du travail des enfants est à présent accessible en ligne.

Site Web : [www.cacao.ci](http://www.cacao.ci)

## Rectificatif

L'amarante graine en vedette page 5 de *Spore* 121 convient bien sûr aux environnements "chauds et secs" et non "humides" (2<sup>e</sup> paragraphe).

# En quête de nouveaux horizons

Le site **Agritrade** du CTA est un excellent point de départ pour une recherche sur un thème aussi vaste que la réforme du commerce du sucre et de la banane. Vous y trouvez des informations actualisées et des commentaires sur les négociations et leurs implications. Une Note de synthèse passe en revue les enjeux de la réforme du commerce pour chaque produit de base de façon claire et compréhensible. Les internautes peuvent s'inscrire en ligne pour recevoir la lettre électronique d'Agritrade. Le **Secrétariat du Groupe des États ACP**, qui suit également de près tout ce qui concerne la banane et le sucre, est aussi une bonne source d'information sur les réformes et les réactions qu'elles suscitent.

Pour la présentation officielle de ces rebondissements réglementaires, voyez la page *Règlement des différends* du site de l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. La section *Marchés des produits agricoles* du site de l'UE permet de rechercher

des informations sur le commerce de la banane et du sucre, y compris les tarifs, les quotas et les changements envisagés.

Le **Groupe sucre des ACP**, qui représente les 18 pays ACP signataires du Protocole Sucre, retrace, dans les grandes lignes, la longue histoire des accords commerciaux UE-ACP et explore les conséquences possibles des nouvelles règles. Bien présenté, son site, en anglais uniquement, offre une section intéressante sur le commerce du sucre. Une page de liens bien fournie mentionne les principaux acteurs ACP de l'industrie sucrière.

Tourné vers le futur, un rapport de la **FAO** sur le marché des exportations agricoles non traditionnelles (NTAE) fait une analyse salubre des perspectives de diversification. Cette étude, en anglais, porte sur les produits à fort potentiel sur le marché international. Elle aborde aussi les



politiques d'échanges et d'importation des principaux acheteurs, ainsi que les espoirs de développement de créneaux commerciaux équitables et biologiques pour les NTAE.

Enfin, pour un exemple local dynamique, les anglophones jeteront un coup d'œil au site du **Scientific Research Council (SRC)** jamaïcain, qui fait un travail intéressant en vue de développer, commercialiser et exporter de nouveaux produits à valeur ajoutée. Quant au **Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (SPC)**, il informe sur les initiatives de diversification agricole et forestière, telles que les nouvelles cultures à haute valeur ajoutée et les efforts entrepris pour améliorer la transformation du bois.

## Pour en savoir plus

### Agritrade

Site Web : <http://agritrade.cta.int/indexfr.htm>

### FAO

• The market for non-traditional agricultural exports  
Téléchargeable sur : [www.fao.org/esc/fr/20953/22218/highlight\\_42999fr.html](http://www.fao.org/esc/fr/20953/22218/highlight_42999fr.html)

### Groupe Sucre des ACP

Site Web : [www.acpsugar.org](http://www.acpsugar.org)

### OMC

Site Web : [www.wto.org/french/tratop\\_fdispu\\_fdispu\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_fdispu_fdispu_f.htm)

### Scientific Research Council

PO Box 350, Hope Gardens  
Kingston 6  
Jamaïque, W.I.  
Fax : +876 9271990  
E-mail : [PRinfo@src-jamaica.org](mailto:PRinfo@src-jamaica.org)  
Site Web : [www.src-jamaica.org](http://www.src-jamaica.org)

### Secrétariat du Groupe ACP

Site Web : [www.acpsec.org/index\\_f.htm](http://www.acpsec.org/index_f.htm)

### SPC

BP D5  
95 Promenade Roger Laroque,  
Anse Vata  
98848 Nouméa Cedex  
Nouvelle-Calédonie  
Fax : +687 26.38.18  
E-mail : [spc@spc.int](mailto:spc@spc.int)  
Site Web : [www.spc.int/fr/index.html](http://www.spc.int/fr/index.html)

### UE

Marchés des produits agricoles  
Site Web : <http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/s04004.htm>

## Météo brumeuse



### Faire tomber la pluie, un rêve pour ce village burkinabé

L'Utah sur l'ensemencement des nuages vaut le détour, ne serait-ce que pour ses animations qui illustrent le concept de façon succincte et sont accompagnées de textes plus détaillés. Des fiches sont téléchargeables à partir de ce site.

Enfin, pour une analyse critique de la modification du climat en tant que perspective viable pour la gestion globale de la ressource en eau, lisez *Critical Issues in Weather Modification Research*. Ce livre, écrit par des experts en météorologie du National Research Council américain, étudie de manière approfondie les nouvelles technologies telles que les systèmes de détection par satellite et les outils d'ensemencement à réaction rapide. Ses auteurs posent la question clé : la modification du climat constitue-t-elle une réponse aux problèmes de pénurie d'eau ?

Curieusement, alors que la technologie est au point depuis longtemps, il est difficile de trouver des données claires et fiables sur la modification artificielle du climat, qui plus est en langue française. Une recherche sur le site Web de l'**Organisation météorologique mondiale (OMM)** aboutira à d'innombrables comptes rendus, alors préparez-vous à un tri minutieux. Celui du **South African Weather Service** comporte une bonne section sur le sujet. Celle-ci explique les défis

auxquels la pénurie d'eau expose bien des pays du Sud et revient sur les récents progrès accomplis dans la mise au point de programmes d'augmentation des précipitations.

**Weather Modification, Inc.**, une société basée aux États-Unis, spécialiste de l'ensemencement des nuages, opère dans plusieurs pays, dont le Burkina Faso. Son site informe sur ses activités ainsi que sur les organismes et programmes de formation. Toujours aux États-Unis, le site de la **Division ressources en eau de**

## Pour en savoir plus

• Critical Issues in Weather Modification Research  
Committee on the Status and Future Directions in US Weather Modification Research and Operations  
National Research Council  
2003, 144 p.  
ISBN 0 309 0905 39  
31,50 \$ US • 26 €  
The National Academies Press  
500 Fifth Street NW  
Lockbox 285  
Washington DC 20055  
USA  
Fax : + 1-202 334-2451  
E-mail : [zjones@nas.edu](mailto:zjones@nas.edu)  
Site Web : [www.nap.edu](http://www.nap.edu)

### OMM

Site Web : [www.wmo.ch/index-fr.html](http://www.wmo.ch/index-fr.html)

### South African Weather Service

Site Web : [www.weathersa.co.za/References/WxModification.jsp](http://www.weathersa.co.za/References/WxModification.jsp)

### Utah Division of Water Resources

Site Web : [www.water.utah.gov/cloudseeding](http://www.water.utah.gov/cloudseeding)

### Weather Modification, Inc.

Site Web : [www.weathermod.com/index.php](http://www.weathermod.com/index.php)



# Publications

## Réussir dans l'agroalimentaire

Voici un vrai guide pratique pour qui veut créer ou développer une petite entreprise de transformation alimentaire. Vous y trouverez la réponse à vos questions, et même et surtout la réponse à des questions cruciales que vous ne vous êtes peut-être pas encore posées.

Tout le monde n'ayant pas la fibre entreprenante, commencez donc par la page 236 en répondant par oui ou par non à un rapide questionnaire sur les qualités et compétences de l'entrepreneur. Si le test est positif, revenez au premier chapitre qui vous donnera les clés du succès "à lire absolument". Ensuite, avancez chapitre par chapitre si vous débutez dans cette activité ou allez directement au but si un aspect particulier de la gestion de votre entreprise vous tracasse. Après quelques rappels techniques sur la transformation et la conservation, ce manuel vous explique chaque étape, de l'étude de faisabilité à la tenue des comptes en passant par le contrôle de qualité et la gestion du personnel. Avant même de lancer la production, il est important de bâtir sur du solide, c'est-à-dire choisir des produits



adaptés, veiller à l'aménagement du local et aux équipements, négocier des accords et contrats avec vos partenaires : fournisseurs, salariés, clients, etc. Tout cela et plus, vous le trouverez dans ce guide.

Il ne faut négliger aucune des balises juridiques, commerciales ou financières qui jalonnent le chemin de tout bon chef d'entreprise. Pour les garder en tête, vous pouvez relire "Les clés du succès" en début de chapitre ou réviser le résumé à la fin. Les annexes fournissent des explications très claires sur ce qu'est un plan d'affaires, ainsi que les adresses par pays des organismes

qui appuient les petites entreprises de transformation alimentaire. Et maintenant bonne route !

Ce guide est le fruit de la collaboration entre des professionnels, en majorité ACP, qui appuient les petites entreprises agroalimentaires du Sud. C'est le premier titre de la collection *Réussir dans l'agroalimentaire*, adaptée de la collection du CTA en anglais *Opportunities in food processing*. Les suivants aborderont des activités de transformation spécifiques comme la boulangerie et la boucherie.

Créer et gérer une petite entreprise agroalimentaire  
Sous la direction de D. Ribier  
Coll. Réussir dans l'agroalimentaire  
GRET/CTA, 2005, 278 p.  
ISBN CTA 92 9081 307 5  
ISBN GRET 2 86844 159 9  
N° CTA 1292  
40 unités de crédit



## Éleveurs de tous les pays



■ Comparaison n'est pas raison, dit-on. Mais comparer permet parfois de comprendre et surtout d'élargir son horizon. Ce manuel rédigé par près de 70 spécialistes francophones offre un vaste panorama de l'élevage dans le monde et des nouveaux défis auxquels il est confronté. Celui des limites des modèles de production intensifs n'est pas le

moindre. Il s'agit donc d'un manuel de référence pour les chercheurs, enseignants et étudiants en sciences agronomiques ou vétérinaires et ingénieurs du développement, du Sud comme du Nord.

Cinq parties composent ce volume de plus de 600 pages : géographie mondiale de l'élevage, analyse comparée des systèmes de production, méthodes d'amélioration des systèmes de production, hygiène et santé animale, conditions du développement des systèmes de production. Les espèces animales présentées vont des principales espèces domestiquées, comme les bovins, le lapin ou les petits ruminants, jusqu'aux espèces sauvages chassées.

Un des mérites de cet ouvrage est de reconnaître la complexité des problèmes qui assaillent aujourd'hui les éleveurs où qu'ils

soient. Personne ne croit plus guère que l'élevage du Sud se porterait mieux s'il adoptait les "bonnes" solutions du Nord. Le temps des certitudes semble révolu. Voici venu celui du métissage et du croisement des connaissances.

Manuel de zootechnie comparée Nord-Sud  
Coordination éditoriale de A. Thewis, A. Bourbouze, R. Compère, J.-M. Duplan et J. Hardouin  
Coll. Mieux comprendre  
INRA/AUF, 2005, 656 p.  
ISBN 2 7380 1055 5  
85 €  
22 € pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud et Haïti  
Quae  
INRA Éditions  
RD 10  
78026 Versailles Cedex  
France  
Fax : +33 1 30 83 34 49  
E-mail : serviceclients-quae@versailles.inra.fr  
Site Web : www.quae.com

## Scénarios pour l'eau (bis)



Ce fascicule de l'IFPRI (Spore 121) sur les politiques de gestion de l'eau peut être obtenu gratuitement auprès du CTA.

L'eau et l'alimentation d'ici 2025  
Politiques pouvant éloigner la menace de la pénurie  
IFPRI, 2004, 6 p.  
N° CTA 1204  
0 unité de crédit

## Outils d'influence

■ La gestion des ressources naturelles est l'affaire quotidienne de beaucoup de gens, mais la majorité d'entre eux n'a pas l'occasion de contribuer aux politiques et institutions qui régissent leur usage. Coordonnée par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), en partenariat avec des ONG et des experts en politiques publiques de divers pays, l'initiative "outils moteurs" vise à combler cette lacune. Ce coffret-ressource présente en 26 fiches, assorties d'un guide, un large éventail de techniques, d'astuces et de stratégies pour influencer les politiques, fondées sur des expériences de gestion des ressources naturelles à travers le monde.

Outils moteurs  
IIED, 2005  
ISBN 1 84369 542 1  
40 \$ US • 32,50 €  
Earthprint  
PO Box 119  
Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni  
Fax : +44 1438 748844  
E-mail : order@earthprint.com  
Site Web : www.earthprint.com

## Se former en ligne

■ L'initiative internationale IMARK de formation à distance lance un nouveau module intitulé *Investir dans l'information pour le développement*. Il aidera les décideurs à mieux définir leur stratégie et les politiques de gestion de l'information. Ce module a été développé par la FAO en collaboration avec le CTA et la coopération technique allemande (GTZ). Un autre module sur la *Gestion des documents électroniques* est également accessible en ligne, en français, en anglais et en espagnol. Vous pouvez commander une copie du module souhaité sur cédérom.

IMARK Information  
Sous-Division du renforcement des capacités et de la diffusion de WAICENT  
Division de la bibliothèque et des systèmes documentaires (GIL)  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italie  
Fax : +39 6 5705 4049  
Site Web :  
www.imarkgroup.org/index\_fr.asp

## Familiale et moderne

■ La collection du Programme zones arides de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) s'enrichit de deux nouveaux dossiers gratuits pour les lecteurs du Sud et également téléchargeables en ligne. Le premier montre comment l'agriculture d'entreprise s'est développée dans la dynamique zone horticole des Niayes au Sénégal et analyse les interactions entre agriculture paysanne familiale et entrepreneuriat agricole. Le second s'attache à montrer, à partir de l'exemple de trois exploitations familiales au Ghana, au Mali et au Sénégal, que réussite économique et gestion durable des ressources naturelles sont conciliables. Conclusion : l'exploitation familiale agricole n'est pas forcément synonyme d'archaïsme en Afrique de l'Ouest.

Exploitations familiales et entreprises agricoles dans la zone des Niayes au Sénégal

Par O. Touré et S. M. Seck  
Dossier n° 133

IIED, 2005, 60 p.

ISBN 1 84369 565 0

9 \$ US • 7,53 €

Gratuit pour les pays hors OCDE  
Téléchargeable en PDF (320 Ko)  
sur : [www.iied.org/pubs/](http://www.iied.org/pubs/)

Portraits de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest

Sous la direction de S. F. Tan et B. Guéye

Dossier n° 134

IIED, 2005, 36 p.

ISBN 1 84369 566 9

9 \$ US • 7,53 €

Gratuit pour les pays hors OCDE  
Téléchargeable en PDF (268 Ko)  
sur : [www.iied.org/pubs/](http://www.iied.org/pubs/)

3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD  
Royaume-Uni

Fax : +44 20 7388 2826

E-mail : [drylands@iied.org](mailto:drylands@iied.org)

## Attachante arachide

■ Les paysans sénégalais délaissent leur culture traditionnelle : l'arachide. C'est en tout cas ce que notaient bon nombre d'observateurs ces dernières années. À contre-courant de cette idée, un géographe a enquêté sur l'attachement des paysans à cette culture, à partir d'un cas de colonisation agricole d'une forêt légalement protégée en Casamance. L'ouvrage insiste sur le rôle social fondamental de l'arachide à un moment où les modèles d'occupation de l'espace et des sols tendent à se diversifier.

Migrants de l'arachide

La conquête de la forêt classée de Pata, Casamance, Sénégal

Par M. Sidibé

IRD Éditions, 2005, 304 p.

ISBN 2 7099 1565 0

35 €

IRD-Diffusion

32, avenue Henri-Varagnat

93143 Bondy cedex

France

Fax : +33 1 48 02 79 09

E-mail : [diffusion@bondy.ird.fr](mailto:diffusion@bondy.ird.fr)

Site Web : [www.editions.ird.fr](http://www.editions.ird.fr)

## Simples comme Agrodok



Des techniques simples et économiques qui nécessitent peu d'intrants : un rêve pour les agriculteurs, une réalité grâce à la collection Agrodok. Trois titres viennent d'être revus et actualisés. Deux sont des nouveautés. Le premier Agrodok révisé traite de la multiplication et de la plantation des arbres d'agroforesterie. En une centaine de pages et quelques schémas, agriculteurs et vulgarisateurs

poisson à l'échelle du ménage ou du village : salage, séchage, fumage, mise en boîte, fermentation du poisson, réfrigération et congélation. Cette réédition est enrichie de dessins et schémas très pratiques comme celui d'une tente de séchage solaire. Le manuel sera très utile à celles et ceux qui souhaitent conserver des surplus pour leur propre consommation ou pour se procurer un revenu en écoulant une petite production artisanale sur les marchés.

*L'apiculture dans les zones tropicales*, un titre à succès d'Agrodok, vient lui aussi d'être complètement mis à jour. Sa publication coïncide avec celle d'un autre titre, *Produits de l'apiculture*, entièrement nouveau celui-là. Car même l'apiculteur le plus expérimenté peut

apprendre tout d'abord à choisir les espèces d'arbres les mieux adaptées à leurs besoins et au milieu. De la graine au plant, puis du plant à la mise en terre, toutes les étapes sont expliquées, qu'il s'agisse de planter quelques arbres sur l'exploitation ou d'installer une pépinière villageoise. Comme un livre ne saurait remplacer complètement la transmission directe, l'auteur, en toute sagesse et modestie, conseille aux lecteurs de recueillir parallèlement des connaissances locales sur les arbres et de recouper ces informations avec le contenu de ces pages.

Le deuxième Agrodok révisé présente des techniques de conservation de la viande et du

avoir des difficultés à vendre le fruit de son travail. La solution réside dans la production constante de produits de haute qualité, sans impureté ni additif, et bien présentés. Ce manuel guide le lecteur à chaque étape de la récolte et de la transformation des produits apicoles tels que le miel, le pollen, le gâteau de miel, la gelée royale, la cire d'abeille, ainsi que la propolis, une substance de plus en plus recherchée.

Un autre nouveau guide prodigue des conseils sur la culture des pleurotes, des champignons noirs et des shiitake, une activité profitable pour les petits paysans. Car les champignons, riches en protéines, vitamines et minéraux,

sont faciles à cultiver. Autre avantage : le temps très court qui sépare le mycélium et la récolte. La culture de champignons conviendra aux producteurs en quête de méthodes durables. Elle permet d'utiliser des déchets agricoles tout en valorisant des surfaces limitées. Après la cueillette, le vieux substrat peut être recyclé et transformé en un précieux amendement.

Multiplier et planter des arbres

Par E. Verheij

Agromisa/CTA

Réédition 2005, 110 p.

Agrodok n° 19

ISBN 90 8573 001 5

N° CTA 1260

5 unités de crédit

La conservation du poisson et de la viande

Par B. Maas-van Berkel, B. van den

Boogaard et C. Heijnen

Agromisa/CTA

Réédition 2005, 90 p.

Agrodok n° 12

ISBN 90 8573 033 3

N° CTA 1259

5 unités de crédit

L'apiculture dans les zones tropicales

Par L. van 't Leven et al.

Agromisa/CTA

Réédition 2005, 86 p.

Agrodok n° 32

ISBN 90 90813 01 6

N° CTA 1293

5 unités de crédit

Produits de l'apiculture

Par M. Mutsaers et al.

Agromisa/CTA

2005, 94 p.

Agrodok n° 42

ISBN 92 90813 05 9

N° CTA 1294

5 unités de crédit

La culture des champignons à petite échelle

Par P. Oei et B. van Nieuwenhuijzen

Agromisa/CTA

2005, 86 p.

Agrodok n° 40

ISBN 92 90813 03 2

N° CTA 1295

5 unités de crédit

## Plantes sauvages, plantes qui sauvent

■ Voici un bel exemple de recherche interdisciplinaire et interculturelle. Un géographe, un anthropologue, un botaniste, un socio-économiste et des pharmaciens maliens et norvégiens ont travaillé ensemble pendant plusieurs mois sur les plantes sauvages du Sahel malien. Il en résulte cet ouvrage, à la fois savant, digeste et parfois savoureux, sur le rôle des plantes sauvages dans l'alimentation, la santé et l'artisanat.

Dans le nord du Mali, Songhaï, Peuls et Touaregs ont su de tout temps utiliser les res-

sources de leur environnement. En période de disette et de sécheresse bien sûr, mais pas uniquement. Les graines, les fruits et dans une moindre mesure les feuilles d'une vingtaine d'espèces sauvages constituent une des bases importantes de leur alimentation.

Ce livre est, plus qu'un inventaire botanique, un recueil des savoirs qui continuent à se transmettre aux enfants. Ces plantes-là nous parlent des habitants, de leur vie, qu'ils soient éleveurs nomades ou cultivateurs, tous dépendants d'un milieu difficile

mais non dénué de ressources à condition de les connaître.

Les plantes sauvages du Sahel malien.

Les stratégies d'adaptation à la

sécheresse des Sahéliens

Sous la direction de G. Berge,

D. Diallo et B. Hveem

Coll. Économie et développement

Karthala

2005, 330 p.

ISBN 2 84586 605 4

26 €

Éditions Karthala

22-24, boulevard Arago

75013 Paris

France

Fax : +33 1 45 35 27 05

E-mail : [karthala@wanadoo.fr](mailto:karthala@wanadoo.fr)

Site Web : [www.karthala.com](http://www.karthala.com)



## La biodiversité agricole en coffret

■ Présentation attrayante dans un solide coffret cartonné, abondance de dessins : une édition soignée pour un ouvrage de référence sur la biodiversité agricole. Le sujet est vaste, à la mesure de la biodiversité animale et végétale que les paysans sont amenés à gérer au mieux dans leurs activités. Il couvre également les ressources halieutiques et concerne donc aussi les pêcheurs.

Le premier volume illustre le concept de biodiversité agricole à partir d'exemples le plus souvent asiatiques, parfois africains ; il aborde également les connaissances locales et la dynamique des systèmes. Le deuxième, qui traite du renforcement de la gestion locale de la biodiversité agricole, développe l'expérience de plusieurs systèmes semenciers du Sud. Enfin, le troisième volume fait œuvre très utile en rappelant tous les traités internationaux liés à la gestion des ressources animales et végétales. Il se conclut par une réflexion sur l'environnement institutionnel le plus propice à la biodiversité agricole.

Ces livres foisonnent d'informations. Leur richesse reflète la



diversité des auteurs, plus d'une centaine, issus de centres de recherche, d'ONG et d'organismes de développement de tous les continents.

À noter : le "pillage" des articles est vivement recommandé à condition d'en mentionner la source et les auteurs.

Conservation et utilisation durable de la diversité agricole.  
Guide de référence  
Publié par CIP-UPWARD en collaboration avec GTZ, CRDI, IPGRI et SEARICE  
3 volumes dans un coffret  
2005, 672 p.  
Gratuit

GTZ  
Sectoral Project : Global Food Security  
OE 4501  
PO Box 5180  
65726 Eschborn  
Allemagne  
Fax : +49-6196/79-6554  
E-mail : gerlinde.quiter@gtz.de



## Pouvoir alimentaire

■ Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler pointe du doigt de façon argumentée et imagée ce qui, selon lui, est un frein au développement des pays du Sud, un handicap structurel à éliminer : la dette extérieure. Il estime qu'il faut limiter le pouvoir de ces acteurs tout-puissants que sont les sociétés transcontinentales. Pour ce faire, il croit en la capacité des hommes à s'insurger et en l'ONU pour instaurer un équilibre.

L'empire de la honte

Par J. Ziegler  
Fayard, 2005, 324 p.  
ISBN 2 21 362399 6  
20 €  
Librairie Arthème Fayard  
75, rue des Saints-Pères  
75278 Paris cedex 06  
France  
Fax : +33 1 42 22 40

## Négociations agropastorales

■ À Kouri, au sud-est du Mali, l'ONG InterCoopération a travaillé main dans la main avec la Coopérative des agro-éleveurs dans le Schéma d'aménagement pastoral dont elle a accompagné la mise en place. Au final, une étude fournie qui évoque tour à tour l'agropastoralisme, les migrations peules, les négociations autour du partage des récoltes et de l'espace et la dynamique interne d'une coopérative d'agro-éleveurs.

La gestion décentralisée des ressources pastorales de la commune de Kouri  
Par P. Hochet  
GRET/InterCoopération/Claims  
2005, 100 p.  
ISBN 2 86844 150 5  
11,90 €  
GRET librairie  
211-213, rue La Fayette  
75010 Paris  
France  
Fax : +33 1 40 05 61 10  
E-mail : diffusion@gret.org  
Site Web : www.gret.org

## L'exception agricole

■ Attention controversée ! Pour les uns, la libéralisation des échanges est une panacée, pour les autres, un poison. S'agissant des denrées agricoles, cet ouvrage sort du débat idéologique pour faire le point sur les bénéfices réels à attendre de la libéralisation des marchés. Sa conclusion : il faut "encadrer le marché par des institutions qui lui permettent de jouer son rôle qui est de donner aux prix leur statut de véritables messagers entre le producteur et le consommateur".

Libéraliser l'agriculture mondiale ?  
Théories, modèles et réalités  
Par J.-M. Boussard, F. Gérard et M.-G. Piketty  
CIRAD, 2005, 136 p.  
ISBN 2 87614 619 3  
14 €  
(Adresse Quae voir page 11)

## Croissez et diversifiez !



quête de nouveaux revenus. Il ne s'agit donc pas de guides pratiques ni de modes d'emploi. Il s'agit plutôt de donner en quelques dizaines de pages des repères sur une activité ou une technologie avec leurs bénéfices et leurs contraintes pour les petits producteurs. En complément de ce premier débroussaillage, une liste de sources d'information (organismes, livres et sites) fournit des pistes pour approfondir le sujet.

Les cinq premières brochures de la collection sont consacrées à l'apiculture, au jardinage, à l'aviculture, aux opérations après récolte et à la transformation des aliments.

■ La FAO lance une nouvelle collection : les Brochures sur la diversification. Celles-ci s'adressent aux personnes et organisations qui fournissent des conseils aux petits exploitants et aux communautés des pays du Sud en

Apiculture et moyens d'existence durables  
Brochure sur la diversification n° 1  
Par N. Bradbear  
FAO, 2005, 64 p.  
ISBN 92 5 205074 4  
13 €

Les jardins comme moyens d'existence  
Brochure sur la diversification n° 2  
Par C. Landon-Lane  
FAO, 2005, 52 p.  
ISBN 92 5 205072 8  
11 €

L'aviculture, source de profit et de plaisir  
Brochure sur la diversification n° 3  
Par R. Alders  
FAO, 2005, 42 p.  
ISBN 92 5 205075 2  
11 €

Perspectives prometteuses des opérations après récolte  
Brochure sur la diversification n° 4  
Par B. Clarke  
FAO, 2005, 38 p.  
ISBN 92 5 205071 X  
11 €

Transformer les aliments pour améliorer les moyens d'existence  
Brochure sur la diversification n° 5  
Par P. Fellows  
FAO, 2005, 66 p.  
ISBN 92 5 205073 6  
14 €

FAO  
Division de l'information  
Service de la gestion des publications  
Viale delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italie  
Fax : +39 06 5705 3360  
E-mail : publications-sales@fao.org  
Site Web : www.fao.org/catalog/inter-f.htm

# Un marché bien accompagné

Les Systèmes d'information sur les marchés (SIM) et les bourses d'échanges agricoles peuvent énormément faciliter le commerce agricole, mais leur efficacité dépend de plusieurs facteurs. Quel que soit leur degré de sophistication, ils ne donneront satisfaction que s'ils répondent aux besoins réels des commerçants et des utilisateurs, s'ils sont financièrement viables à long terme et s'ils évoluent dans un environnement politique sain et un cadre légal et financier solide. C'est là l'un des messages clés de la consultation d'experts organisée par le CTA à Amsterdam (Pays-Bas) en novembre 2005, sur le thème "SIM et bourses d'échanges agricoles : renforcer les signaux et les institutions du marché".

Le CTA s'est activement impliqué ces dernières années dans la promotion et les

expériences pilotes de SIM aux niveaux local, national et régional des pays ACP. L'objectif de la consultation de 2005 était de faire le point sur son action, de repérer les systèmes les plus efficaces et de cerner les raisons de leur succès. Elle visait également à analyser leur utilisation par les organisations paysannes, les commerçants et autres partenaires du développement, afin d'identifier de nouveaux moyens de renforcer les signaux du marché – toutes les conditions qui permettent au marché de fonctionner correctement – pour aider les petits producteurs.

Avant l'atelier, les participants ont été invités à échanger des idées dans le cadre d'un forum électronique. Avec 200 messages en seulement trois semaines, ce fut un immense succès. Plusieurs sujets d'importance ont émergé du débat en ligne et de la conférence elle-même.

Des utilisateurs différents – petits, moyens et grands exploitants agricoles – ont besoin de types différents d'information et de soutien sur les marchés. Dans les pays ACP, les SIM, initialement conçus comme des systèmes gouvernementaux d'information sur les prix à l'usage du gouvernement et de grandes institutions, semblent avoir évolué vers une seconde génération. Désormais, ces services, en général rendus par des ONG, peuvent inclure l'intelligence économique (collecte, analyse et diffusion des informations utiles aux acteurs économiques) et sont habituellement plus axés sur les utilisateurs

et plus souples que leurs prédécesseurs. Les nouveaux SIM recourent à divers outils de communication. Bien que les téléphones portables soient de plus en plus utilisés, la radio reste le médium préféré en zone rurale, ont affirmé les participants.

La réunion a tiré la sonnette d'alarme sur un point. L'adoption d'instruments de marché plus sophistiqués – enchères, courtage en information sur les prix, bourses d'échanges et certificats d'entrepôt – n'est pas une panacée. Le certificat d'entrepôt fonctionne comme ceci : un tiers entrepose les marchandises d'un producteur, lui paie directement une partie et lui verse le solde à la vente et après bénéfice. Les avantages de ce système : le producteur est assuré du cours auquel il sera payé et il obtient immédiatement de l'argent liquide ainsi qu'un reçu qui peut lui servir de garantie pour un prêt à court terme.

La clé d'actions réussies sur le marché est de s'assurer que les mécanismes sont introduits dans le bon ordre. Il ne sert à rien de créer une bourse d'échanges, l'instrument le plus sophistiqué de tous, sans un cadre légal et financier solide sur lequel s'appuyer. L'étape suivante est de fournir une information de base sur les prix et d'établir des systèmes transparents d'information sur les marchés. Des mesures doivent être prises pour garantir un fonctionnement durable de ces systèmes, sinon ils risquent de ne pas profiter à tous les usagers.



## Le magazine Spore



Spore est le magazine bimestriel du Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – ACP-UE. Le CTA est régi par les Accords de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne.

© CTA 2006, ISSN 1011 0054

### Editeur :

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accords de Cotonou ACP-UE  
CTA, Postbus 380  
6700 AJ Wageningen,  
Pays-Bas  
Tél. : +31 317 467 100  
Fax : +31 317 460 067  
E-mail : cta@cta.int  
Site Web : <http://www.cta.int>

### Rédaction :

Directrice de la rédaction :  
Marie-Agnès Leplaideur  
Syfia International  
20, rue du Carré-du-Roi  
34000 Montpellier, France  
Fax : +33 4 67 52 70 31  
E-mail : [redaction.spore@syfia.info](mailto:redaction.spore@syfia.info)  
Rédactrice en chef de la version anglaise :  
Clare Pedrick  
Via dello Spagna 18  
06049 Spoleto (PG), Italie  
E-mail : [english\\_spore@hotmail.com](mailto:english_spore@hotmail.com)  
Rédactrice en chef de la version française :  
Denise Williams  
Syfia International (adresse ci-dessus)  
E-mail : [redaction.spore@syfia.info](mailto:redaction.spore@syfia.info)  
Ont participé à ce numéro :  
N. Ackbarally, J. Bodichon, C. Carroy,  
F. Le Meur, N. Mutumweno, A. Linard,  
D. Manley, E. de Solère-Stintzy  
avec l'appui éditorial du CTA.

**Mise en page :** Intactile DESIGN, France  
**Design :** B. Favre  
**Impression :** Imprimerie Publiparc, France

## Un outillage astucieux pour l'évaluation

C'est votre baptême du feu : vous êtes chef de projet et on vous demande d'évaluer les performances d'un service d'information. Mais vous avez peu d'expérience en la matière et peu de documents pertinents. Que faire ? Pas de panique : pour vous aider, un nouveau guide est en préparation, un kit simple d'accès qui clarifie le jargon du suivi-évaluation et fait de l'autoévaluation un jeu d'enfant ou presque !

Créé par le CTA en collaboration avec l'Institut international pour la communication et le développement (IICD) et l'Institut tropical néerlandais (KIT), ce guide vise à renforcer la culture de l'évaluation au sein des organisations en les aidant à identifier leurs points forts et leurs points faibles. Il se compose de 26 outils et de 9 méthodes actives qui vous guident dans le processus de planification, de suivi et d'évaluation d'un projet. Il explique comment faire un questionnaire, un référentiel ou une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Plus de 60 personnes se sont réunies en novembre 2005 en Tanzanie pour fêter le lancement du guide et tester sa capacité à rationaliser le processus de suivi au sein de leurs propres organisations. Selon Lola Visser-Mabogunje du CTA, qui a coordonné cet événement, "si vous voulez évaluer des services, il vous faut des outils et nous avons constaté qu'il y en a peu de ce type". Plus de la moitié des auteurs du kit vient des pays du Sud et diverses personnes ont été recrutées dans les pays ACP pour tester les outils. Une ONG s'en est servi pour évaluer son site Internet, le ministère tanzanien de l'Agriculture pour une base de données. Leurs avis ont permis des améliorations. Tous les participants aux tests ont vivement apprécié la souplesse et surtout la simplicité des outils. "Notre kit est très facile à utiliser, nous a confié Lola. De nombreux outils utilisent un langage compliqué. Nous, nous parlons directement au lecteur."

Le *Smart toolkit for evaluating information products and services* sera bientôt publié, d'abord en anglais, et sa parution annoncée dans un prochain numéro de *Spore*.



# Caraïbes : protocole d'entente entre l'IICA et le CTA



Photo : R. Tempel © CTA

Afin de promouvoir son action dans la région Caraïbes, le CTA vient de finaliser un Protocole d'entente avec l'Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture (IICA). L'IICA encourage et soutient les efforts de ses États membres en vue de stimuler le développement agricole et le bien-être rural sur leurs territoires. De gauche à droite sur la photo, Dr Hansjörg Neun, directeur du CTA, Dr Arlington Chesney, directeur des opérations (région Caraïbes) et Mme Diana Francis, responsable du commerce et des politiques régionales (IICA).

## Boîte postale 380

Dans cette Boîte postale, un lecteur, personnalité aujourd'hui bien connue du développement agricole dans les Caraïbes, nous raconte combien *Spore* l'a aidé dans son travail. Une lectrice d'Ouganda demande que *Spore* traite davantage de la désertification qui menace l'existence des petits agriculteurs dans la plupart des pays ACP.



### De vieux amis

**Wendel Parham**, directeur de l'Institut pour la recherche agricole et le développement des Caraïbes (CARDI), est un lecteur assidu de *Spore* depuis l'époque où il était étudiant. Dans son courrier, il se remémore son enfance dans une petite ferme du Belize et ses premières rencontres avec *Spore* alors qu'il étudiait l'économie du développement agricole durable. "Un expert en politique agricole au Belize a éveillé mon intérêt pour ce sujet en me faisant remarquer la contradiction croissante entre les appels à la protection de la nature des environnementalistes locaux et la nécessité de défricher les terres, de remplacer les forêts par des bananiers ou d'autres cultures de rente génératrices de devises. J'ai alors commencé à réfléchir à la construction d'un modèle économique intégrant ces sujets complexes qui faisaient débat, afin que l'agriculture reste rentable tout en préservant l'intégrité de l'environnement, également vitale pour les activités agricoles et touristiques.

*Spore* s'est révélé une formidable source d'informations qui m'a aidé à définir le concept de durabilité, par une série d'articles sur des sujets tels que la gestion des forêts tropicales ou l'arrêt de leur destruction,

et l'intégration de la pisciculture, de l'arboriculture et de l'élevage au sein des systèmes agricoles tropicaux. Ce qui m'a toujours beaucoup plu dans *Spore*, c'est la présentation des diverses facettes d'un sujet."

### Repousser le désert

**Justine Mutesasira Mwanje** nous écrit du ministère ougandais de l'Eau, de la Terre et de l'Environnement. Elle nous explique comment la désertification affecte les agriculteurs locaux. "La désertification menace certaines parties de mon pays, le Nord et le Nord-Est en particulier, écrit-elle. On doit la combattre en adoptant et/ou en étendant les systèmes de gestion intégrée de la terre, tels que l'agroforesterie. Les agriculteurs bénéficieront de produits et services issus de ces systèmes et la productivité agricole en sera améliorée. Je propose que *Spore* couvre davantage ce mode d'utilisation des terres."

*Vous serez sûrement satisfaite d'apprendre qu'afin de marquer l'Année des déserts et de la désertification le premier article du n° 125 de Spore à paraître en octobre 2006 traitera ce sujet.*

## Services aux lecteurs

### Ecrire à *Spore*

CTA  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen,  
Pays-Bas  
Fax : + 31 317 460067  
E-mail : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### S'abonner à *Spore*

#### ■ Recevoir la version imprimée

L'abonnement est :

- **gratuit** pour les organisations et particuliers vivant dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et dans l'UE : CTA *Spore* subscriptions, PO Box 173 6700 AJ Wageningen Pays-Bas ou [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)
- **payant** pour toute autre adresse : 36 € par an (6 numéros) : abonnement à souscrire auprès du distributeur commercial (voir ci-dessous).

#### ■ Recevoir le résumé gratuit par e-mail

Abonnez-vous à l'édition e-mail (90 kb) à :

<http://lspore.cta.int>

ou envoyez un e-mail vierge à

[join-spore-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-fr@lists.cta.int)

Pour la version texte seulement :

[join-spore-text-fr@lists.cta.int](mailto:join-spore-text-fr@lists.cta.int)

#### ■ Lire *Spore* sur écran

- sur le Web : consultez [lspore.cta.int](http://lspore.cta.int)
- par satellite : captez les émissions de *Spore* Plus sur les canaux d'Afristar des programmes multimédia de First Voice International. Informations détaillées : [spore@cta.int](mailto:spore@cta.int)

### Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie à la rédaction.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.



## Publications

### Pour obtenir les publications

Les publications du CTA identifiées dans *Spore* par la feuille verte sont disponibles gratuitement pour les abonnés au Service de distribution des publications (SDP) du CTA. Les autres lecteurs peuvent les acheter auprès du distributeur commercial du CTA.

Seules les organisations agricoles et rurales et les particuliers résidant dans les pays ACP peuvent s'abonner au SDP. Les abonnés au SDP bénéficient chaque année d'un certain nombre d'unités de crédit gratuites pour obtenir des publications du catalogue du CTA. La liste des publications disponibles est consultable dans le catalogue électronique du CTA ([www.cta.int](http://www.cta.int)).

■ Toutes les autres publications, qui sont précédées d'un carré orange, sont disponibles chez les éditeurs mentionnés ou dans les librairies.

### Distributeur commercial

SMI (Distribution Services) Limited  
PO Box 119  
Stevenage  
Hertfordshire SG1 4TP  
Royaume-Uni  
Fax : +44 1438 748844  
E-mail : [CTA@earthprint.co.uk](mailto:CTA@earthprint.co.uk)  
Site Web : [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com)



Ingénieur agronome et économiste, François Rasolo a été chercheur de 1973 à 1989, puis directeur général du Centre national de recherche appliquée pour le développement rural (FOFIFA) à Madagascar, de 1990 à 2005. Il est actuellement représentant de la FAO à Brazzaville, au Congo.

## Recherche agricole

# Sortir des sentiers battus

**Pour garder leur autonomie et s'adapter aux besoins locaux, les recherches agricoles nationales du Sud doivent pouvoir compter sur la volonté politique et le dynamisme des chercheurs. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le Malgache François Rasolo appelle à un sursaut.**

La recherche agricole nationale au Sud risque, à terme, de disparaître si elle n'est pas l'objet d'une profonde remise en cause. L'état des lieux critique de la situation montre plusieurs grands points de blocage. Le premier est que, malgré les grandes déclarations, la recherche n'est que rarement une priorité pour les gouvernements. Les politiques s'en désintéressent, par manque d'information et aussi parce qu'ils ont souvent des idées préconçues. Ils pensent que les chercheurs n'apportent pas de contributions immédiates aux problèmes du quotidien, qu'ils planent dans les hautes sphères !

Pour eux, investir dans la recherche, parfois sur dix ans, n'a pas de sens. Ils ont d'autres problèmes urgents à régler. Il en va de même pour les bailleurs de fonds qui mettent l'accent sur l'éducation, la santé, le sida... Mais ne pas investir a des conséquences. Un exemple : il y a quelques années, lorsque le prix de la vanille a atteint 400 \$ US (336 €) le kilo à Madagascar, tout le monde s'est mis à en cultiver et à faire n'importe quoi. C'est à ce moment-là qu'il aurait fallu continuer les recherches sur la qualité et la teneur en vanilline pour faire face à la concurrence indonésienne de plus en plus forte. On ne l'a pas fait. La vanille se vend maintenant 30 \$ le kilo (25 €).

Aujourd'hui, la recherche n'a pas de place dans l'élaboration des politiques. Ainsi, dans les documents de Stratégie de réduction de la pauvreté, à Madagascar ou au Congo, on n'en parle que très peu ou pas du tout. Seuls quelques rares pays comme le Kenya ont compris son importance. Pas étonnant que les centres de recherche manquent alors de moyens. Le manque d'intérêt des gouvernements est aussi un alibi pour les bailleurs de fonds pour ne pas donner "puisque les dirigeants ne savent pas ce qu'ils veulent". Les initiatives en faveur de la recherche viennent donc essentiellement du Nord et non des pays eux-mêmes.

### Des recherches trop classiques

Les chercheurs ont eux aussi leur responsabilité : la plupart manquent de dynamisme. Souvent très conventionnels dans leurs thèmes "classiques" de recherche, ils restent

centrés sur les variétés, les résistances aux maladies... Ils ne prennent pas en compte la mondialisation, donnée désormais incontournable, qui demande des changements fondamentaux dans les options de recherche.

À Madagascar, faut-il s'acharner à faire produire partout par les paysans du riz pour nourrir les gens uniquement au nom de la fameuse autosuffisance alimentaire bien que ce ne soit pas toujours rentable pour eux ? Réfléchissons ! Ne vaudrait-il pas mieux produire des riz de niche à exporter à bon prix en Europe et dans le Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et importer du riz bon marché du Vietnam ou de Thaïlande pour la consommation ? Les biocarburants sont en train de devenir un marché, il faudrait anticiper.

Les chercheurs hésitent à sortir des sentiers battus. C'est plus sécurisant de travailler

## " Le manque de moyens n'explique pas tout "

sur ce qu'ils connaissent. D'autant que la population des chercheurs vieillit. À Madagascar, un tiers d'entre eux ont plus de 50 ans, 10 % ont dépassé l'âge de la retraite. Ils manquent souvent d'ouverture et de culture générale. Enfermés dans leur discipline, ils ne regardent pas les autres. Ainsi, le sélectionneur de café ne s'intéresse pas à ce qui se passe à Hong Kong au sommet de l'OMC, alors que c'est le marché international qui détermine l'avenir de cette culture. Surfer sur Internet n'est pas encore un réflexe pour tous. C'est grave, car ils ne reçoivent plus de documents papier et sont coupés de tout.

Les techniques de recherche sont souvent dépassées et le manque de moyens n'explique pas tout. Les biotechnologies, par exemple, ne sont pas assez utilisées. Excepté quelques pays, le Sud est très en retard. Mais si le Nord possède les technologies, le Sud possède les gènes. Sur les OGM, on se contente souvent de copier les débats du Nord. Alors qu'il est très important de s'informer, de comprendre comment cela

fonctionne, de connaître les règles pour pouvoir en prévenir les inconvénients le jour où ils arrivent dans nos pays.

### Indispensable volonté politique

Il est urgent de revoir ces attitudes et ces manières de faire si nous voulons rester dans la course, garder un peu d'initiative. L'absence de soutien des gouvernements et le manque d'audace des chercheurs ont de graves conséquences pour l'indépendance des systèmes de recherche nationaux. Ce sont maintenant de plus en plus souvent les privés qui financent la recherche. Quand, à Madagascar, les Américains – le Millenium Challenge Account – mettent 100 millions de dollars sur la table pour financer des projets de développement agricole, incluant des recherches appliquées très ciblées sur certaines filières, c'est qu'ils y ont des intérêts. Et là, les chercheurs sont bien obligés de réorienter leurs programmes en fonction de leurs souhaits.

La priorité est maintenant aux fonds "compétitifs" dans la recherche. Les bailleurs mettent en concurrence les projets proposés par les chercheurs pour répondre aux besoins exprimés par les organisations paysannes. C'est bien, parce que cela les incite à être novateurs. Ils sont habitués à être financés régulièrement, mais pas à se battre pour présenter à temps des dossiers solides et originaux. De même pour les appels d'offres européens auxquels ils savent rarement répondre. Là-dessus, ils auraient vraiment besoin de formation.

Si on ne veut pas en arriver à ce que nos recherches nationales n'aient plus aucune autonomie, il faut une véritable volonté politique. À commencer par une déclaration de principe de nos gouvernements affirmant que ces recherches sont indispensables. Nous avons besoin qu'ils disent où ils veulent aller, ce qu'ils veulent faire et peuvent faire pour la recherche en cohérence avec les plans de développement agricole.

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.